

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 010404 – ASA 21/023/01

Action complémentaire sur l'AU 146/01 (ASA 21/018/01 du 8 juin 2001)

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / CRAINTES DE TORTURE OU DE MAUVAIS TRAITEMENTS

### INDONÉSIE

**Marthen Kogoya, 28 ans**  
**Gamo Tabuni, 28 ans**  
**Stevanus Tabuni, 65 ans**  
**Yohanes Murib, 25 ans**  
**Keny Tabuni, 25 ans**  
**Yohanes Tabuni, 25 ans**  
**Wemi Telegen, 25 ans**  
**Yondiles Telegen, 29 ans**  
**Yemi Murip, 25 ans**  
**Agustinus Murip, 28 ans**  
**Kenius Wenda, 25 ans**  
**Yomenus Enuby, 29 ans**  
**Ekiles Yoman, 27 ans**  
**Man Yoman, 26 ans**  
**Keyman Tabuni, 25 ans**  
**Yokiman Telegen, 29 ans**

---

Londres, le 21 juin 2001

Les 16 personnes nommées ci-dessus sont toujours détenues au *Polres* (siège de la police) de Manokwari, où elles risquent fort d'être soumises à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements. Il semblerait que certaines d'entre elles aient été inculpées. L'exercice de leur droit à une assistance judiciaire demeure limité depuis que ces personnes ont pu s'entretenir avec des avocats pendant dix minutes le 23 mai.

L'inquiétude suscitée par le sort de ces seize personnes s'est avivée depuis qu'un groupe armé a attaqué un poste de la *Brigade Mobil* (*Brimob*, brigade de police mobile) au village de Wondiboi, dans le district de Wasior, le 13 juin, tuant cinq membres de cette unité et un employé de l'entreprise locale *Vatika Papua Perkasa* (VPP). D'après les informations recueillies, des membres de la *Brimob* avaient arrêté et torturé 16 Papous de souche travaillant pour VPP avant cette attaque.

Selon une organisation locale de défense des droits humains, ces 16 personnes ont été contraintes à ramper sur le sol tandis que des membres de la *Brimob* les frappaient. Elles ont ensuite été conduites au *Polres* de Manokwari, où elles ont été de nouveau battues, avant d'être relâchées en se voyant ordonner de se présenter chaque jour à la police. Certaines ont été de nouveau frappées lorsqu'elles sont revenues au poste de police. Deux de ces 16 personnes auraient été inculpées en raison de leur implication présumée dans l'attaque du 13 juin.

Selon des organisations non gouvernementales (ONG) locales, de nombreux membres de la *Brimob* et des renforts militaires ont été envoyés dans le district de Wasior, dont l'accès est interdit depuis le 31 mars aux observateurs indépendants chargés de veiller au respect des droits humains. Des centaines de villageois de la région auraient abandonné leur foyer, et il semble que nombre d'entre eux se soient réfugiés dans la forêt environnante.

**ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / fax / aérogramme / lettre par avion (en bahasa indonesia, en anglais ou dans votre propre langue) :**

– exhorte les autorités à veiller à ce que les 16 personnes détenues au *Polres* (siège de la police) de Manokwari ne soient plus torturées ni soumises à d'autres formes de mauvais traitements ;

– appelez les autorités à leur permettre immédiatement et sans restriction de consulter des avocats, d'entrer en contact avec les membres de leur famille, et de recevoir des soins médicaux ;

– demandez instamment que ces personnes soient libérées sans délai, à moins qu'elles ne soient inculpées d'infractions prévues par la loi ;

– exhorte les autorités à faire le nécessaire pour que les 16 employés de l'entreprise *Vatika Papuaana Perkasa* (VPP) ne soient plus soumis à la torture ni à d'autres formes de mauvais traitements ;

– appelez les autorités à ouvrir sans délai une enquête impartiale sur les allégations indiquant que ces employés et les autres détenus ont été torturés ou maltraités, et à traduire en justice les responsables présumés ;

– demandez aux autorités de faire en sorte que des observateurs indépendants chargés de veiller au respect des droits humains et des membres d'organisation humanitaire puissent se rendre dans le district de Wasior, sans restriction et en toute sécurité.

**APPELS À :**

**Chef de la police de Papouasie :**

Brig. Gen. Made Mangku Pastika  
Jl. Sam Ratulangi N°8  
Jayapura, Papua (Irian Jaya)  
Indonésie

**Fax :** + 62 967 33763 / 967 531717

**Formule d'appel :** *Dear Brigadier General*, / Mon Général, (si c'est un homme qui écrit) **ou** Général, (si c'est une femme qui écrit)

**Chef de la police nationale :**

Kalpori, Markas Besar Kepolisian RI  
Jl. Trunojoyo 3, Kebayoran Baru  
Jakarta Selatan  
Indonésie

**Fax :** + 62 21 720 1402

**Formule d'appel :** *Dear Commissioner-General*, / Monsieur,

**Remarque :** le nom du titulaire de ce poste n'est pas indiqué car il fait actuellement l'objet d'affrontements politiques. Veuillez simplement adresser vos lettres au *National Police Chief* / Chef de la police nationale.

**COPIES À :**

**Ministre de la Justice et des Droits humains :**

Marsilam Simanjuntak  
Minister of Justice and Human Rights  
Jl. H.R. Rasuna Said Kav. 6-7  
Kuningan, Jakarta Selatan  
Indonésie

**Fax :** + 62 21 525 3095 / 310 4149 / 522 5036

**Télégrammes :** Justice Minister, Jakarta, Indonésie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 2 AOÛT 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents  
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*